

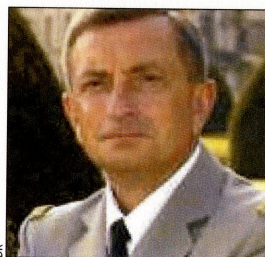
# L'armée est-elle adaptée aux nouveaux enjeux de sécurité ?

Le rapport d'étape du livre blanc sur l'avenir de la Défense nationale, dont la publication est prévue en mars, sera tout prochainement remis au président de la République. Il doit servir de base à la loi de programmation militaire et à l'élaboration d'une nouvelle doctrine militaire axée sur la sécurité globale, reposant sur la protection contre les risques de toute nature.

## Oui : Vincent Desportes

« Les armées doivent “ défendre à l'avant ”, y compris loin des frontières »

Si les conditions d'emploi de la force ont profondément évolué et si, sur le terrain, l'efficacité politique de l'outil militaire s'est fortement réduite, les forces armées peuvent se structurer, penser et agir autrement : pour retrouver toute leur « utilité » face aux nouvelles menaces, plus diffuses et continues, la coordination des actions de sécurité et de défense est certes indispensable. Mais elles ne doivent pas se mêler pour autant dans un ensemble indistinct qui serait contraire à l'efficacité. Au-delà de leur rôle dans la dissuasion et la prévention des crises, les armées doivent « défendre à l'avant », y compris loin des frontières. Autrement dit, il faut participer, à l'extérieur, à l'étouffement des sources de violence avant qu'elles ne nous atteignent. Cela implique — c'est la grande leçon des conflits actuels ou récents — des ressources humaines et matérielles importantes que l'on ne peut sacrifier sur l'autel de la haute technologie. On ne peut oublier qu'il nous faudra préserver au mieux l'ordre du monde, stabiliser ou restaurer des États en décomposition. Ce qui exige des moyens conventionnels conséquents, au contact et dans la durée. C'est un défi, car la population française vit dans une bulle artificielle de sécurité et ne comprend pas toujours l'utilité des dépenses de défense. Or, l'armée, dernier grand corps de l'État parfaitement discipliné, autonome, polyvalent, constitue l'ultima ratio, disponible et efficace à tout moment quand bien même plus rien d'autre ne fonctionnerait. Nous devons donc



Vincent Desportes, général de division, auteur de « La Guerre probable » (Economica, 2007).

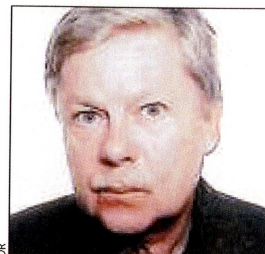
nous inscrire dans une logique duale, être capable d'efficacité au service de la population et de sa défense, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de nos frontières.



## Non : Xavier Raufer

« Il existe un flou dans la pensée stratégique qui crée un malaise »

Le monde est actuellement dans un état chaotique où l'ennemi ne va plus de soi. Or, connaître son ennemi est le socle à minima sur lequel doit se bâtir une doctrine militaire. Dans ce contexte, l'armée a accompli toutes les tâches que l'État lui a confiées, du mieux qu'elle a pu, sous haute contrainte budgétaire, notamment la professionnalisation des troupes. Elle s'adapte, au coup par coup, à de multiples missions — traque des pirates, lutte contre les talibans, maintien de la paix dans les Balkans ou interception des filières de la drogue — mais sans réelle doctrine centrale, sans savoir clairement à quelle stratégie, ou à quelle vision, elle doit répondre. Autrement dit, l'armée aujourd'hui ne semble pas en



Xavier Raufer, professeur à l'Institut de criminologie de Paris, université Paris II.

mesure de répondre à deux questions essentielles : à quoi servons-nous, nous, les militaires, et à quel ennemi doit-on s'affronter ? C'est ce flou dans la pensée stratégique qui a créé le malaise et, peut-être, la confusion perceptible entre les missions de la défense et de sécurité intérieure. Certes, on avance le concept de « sécurité globale », qui n'est pas en soi très nouveau, mais sans lui donner un réel contenu : on prolonge des courbes, on continue de croire que les menaces sont connues et balisées, même sous les termes vagues de « lutte contre le terrorisme ». Faire dans ces conditions un livre blanc, c'est apporter des solutions à des problèmes que, d'après moi, l'on ne connaît pas suffisamment. La priorité est donc de se doter d'une doctrine militaire de l'alerte précoce et de la réaction immédiate. Il faut donc réfléchir préalablement à la nature même des menaces. C'est, pour moi, la voie dans laquelle l'institution militaire doit s'engager.

## Magma sécuritaire

C'est un fait : le monde aujourd'hui est beaucoup plus dangereux que celui des années 1990. Nos troupes se battent en Afghanistan, la tension reste vive avec l'Iran et la situation au Liban se dégrade rapidement. Sans compter la menace diffuse de la nébuleuse Al-Qaïda ou de l'accès à l'énergie. Face à ces enjeux, la rédaction du livre blanc de la défense, qui, comme en 1972 et 1994, doit fixer les grandes orientations de défense, relève de la gageure. Tout d'abord parce que l'armée ne présente pas un front uni. Il y a ceux qui estiment que les conflits du futur seront de type irakien ou afghan, qui nécessiteront une forte présence au sol. Et les autres, la marine et l'armée de l'air, qui pensent que les priorités à long terme demeurent la

compétition avec la Chine ou la Russie dans une course aux technologies. Des désaccords qui seraient alimentés par un budget de la Défense historiquement bas (1,7 % du PIB, soit 479 euros par habitant contre 1.483 euros aux États-Unis). Ensuite, l'Europe, au-delà des principes, est une nouvelle fois absente. Enfin, la volonté d'adopter un volet sécurité — une notion dans l'air du temps et proche de la culture du chef de l'État — a créé beaucoup de confusion dans les débats et un profond malaise chez les militaires. Mélanger émeutes, catastrophes naturelles et sécurité extérieure dans un magma sécuritaire risque en effet de brouiller la distinction entre ce qui relève de la protection de l'État et des actions individuelles.

ÉRIC BENHAMOU

POUR VOTRE INFORMATION